

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2199

Rubrik: Espresso

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

fédéral s'est prononcé sur plusieurs affaires, sur le plan fédéral comme récemment l'accès à des rapports de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire sur la teneur en substance radioactives des rejets dans l'atmosphère de la centrale nucléaire de Leibstadt ([arrêt 1C_394/2016](#)); ou sur le plan cantonal, comme le refus du Procureur général genevois de donner accès à certaines de ses directives ([arrêt 1C_604/2015](#)).

Par ailleurs, le renforcement de

la collaboration intercantonale, induit notamment par la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches, a conduit à une multiplication des concordats intercantonaux dans des domaines très divers, tels que les Universités, les Hautes écoles spécialisées, la gestion des déchets et des eaux usées, la médecine de pointe, les transports publics, l'exécution des peines, les institutions pour handicapés notamment. [Certains spécialistes](#) des

institutions ont pointé le manque de légitimité démocratique de ces politiques publiques.

Ces structures, plus ou moins formelles, ne sont soumises ni à la législation fédérale sur la transparence ni à telle ou telle législation cantonale. Interpellée par l'excellente association [loitransparence.ch](#), la Conférence des gouvernements cantonaux a créé un groupe de travail, pour régler clairement l'accès aux informations.

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Confiance ou méfiance, même géométrie variable

Le Conseil national a sérieusement raboté les prestations complémentaires que touchent les invalides et les retraités dont la rente ne suffit pas à garantir le minimum vital. Alors que le Conseil fédéral proposait des économies de 300 millions, la majorité bourgeoise a surenchéri à 740 millions. Par ailleurs, les éventuels fraudeurs seront désormais pistés par des détectives disposant de moyens plus intrusifs encore que ceux de la police.

Pas de moyens supplémentaires par contre pour lutter contre la fraude fiscale. Il faut faire confiance aux contribuables. | *Jean-Daniel Delley (23.03.2018)*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).